

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 696

24 DÉCEMBRE 1990
Décret contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990
Dépenses d'éducation, de recherche et de formation (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

AJUSTEMENTS DES CREDITS

Article 1^{er}

§ 1^{er}. Les crédits prévus au Titre I, dépenses courantes et au Titre II, dépenses de capital du Budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990, partie relative aux dépenses financées en application des articles 38 à 41, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau I annexé au présent décret à concurrence de :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes. — Crédits supplémentaires de l'année courante	27 171,9	—	—
Réductions	26 371,2	—	—
Crédits supplémentaires. — Années antérieures	299,3	—	—
Dépenses de capital — Crédits supplémentaires de l'année courante	228,1	—	—

§ 2. Les crédits prévus au Titre I, dépenses courantes et au Titre II, dépenses de capital du Budget de la Communauté de l'année 1990, partie relative à l'enseignement, à la formation et aux dépenses culturelles de l'Éducation financées en application des articles 10, 37, 42, 46 et 61 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, sont ajustés conformément au tableau II, annexé au présent décret.

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes. — Crédits supplémentaires de l'année courante	973,4	2	2
Réductions	843,9	—	—
Crédits supplémentaires. — Années antérieures	41,9	—	—
Dépenses de capital	—	—	—
Crédits supplémentaires de l'année courante	2	—	—
Réductions	51	—	—

(1) Session 1990-1991.

Documents du conseil. — N° 5-IV, n° 1. Projet de décret. — N° 5-IV, n° 2. Rapport. — N° 5-IV, n° 3. Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 13 et 14 décembre 1990. — Adoption. Séance du 14 décembre 1990.

ART. 2

§ 1. Sont annulés les soldes disponibles à la section du tableau 1 du budget sur les articles suivants et à concurrence des montants ci-après:

Article 66.44 B	440,4 millions de francs
Article 66.45 B	158,2 millions de francs
Article 66.46 B	27 millions de francs

§ 2. Sont annulés les soldes disponibles en report de crédits sur l'article 82.01 de la section 97 à concurrence de 56,2 millions de francs.

ART. 3

Sont créés à la section particulière les articles suivants:

Article 60.53.A. — Opérations du Fonds budgétaires des bâtiments scolaires de la Communauté moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5, § 2, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires.

Article 60.54.A. — Opérations du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires.

Article 60.55.A. — Opérations du Fonds budgétaire des bâtiments scolaires de la Communauté en vue de couvrir les ordonnancements à provenir d'engagements pris par le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat antérieurement au 1^{er} janvier 1989, moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires.

Article 60.56.A. — Opérations du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné en vue de couvrir les paiements de subventions à provenir de promesses fermes du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux antérieures au 1^{er} janvier 1989, moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8, § 4 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires.

Les articles 60.55.A et 60.56.A sont alimentés par les disponibles en moyens de paiement repris respectivement aux articles 60.51.A et 60.52.A.

Les articles 60.53.A et 60.54.A sont alimentés par les dotations reprises aux articles 01.01 et 01.02 de la section 89.

Les articles 60.53.A et 60.54.A assurent le financement des missions visées par le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé et subventionné par la Communauté.

Les articles 60.55.A et 60.56.A prennent en charge les ordonnancements à provenir de décisions fermes de dépenses antérieures au 1^{er} janvier 1989.

ART. 4

Dans la limite des annulations d'engagements intervenus ou à intervenir, des transferts de crédits peuvent être effectués de l'accord du ministre compétent et moyennant communication au ministre chargé du Budget, respectivement entre les articles 60.51.A et 60.47.A, 60.52.A et 60.48.A, 60.55.A et 60.53.A, 60.56.A et 60.54.A de la section particulière du tableau I du Budget.

ART. 5

Les crédits du tableau 1 du budget de 1990 qui sont de la compétence du ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et qui n'ont pas donné lieu à engagement direct ou sur état estimatif pour l'année précitée sont virés à l'article 66.44.B de la Section particulière pour être affectés au paiement de dépenses ressortissant aux secteurs gérés par le ministre précité, moyennant ventilation budgétaire opérée par délibération de l'Exécutif à régulariser lors du feuillet d'ajustement.

Les crédits du tableau 1 du budget de 1990 qui sont de la compétence du ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et qui n'ont pas donné lieu à engagement direct ou sur état estimatif pour l'année précitée sont virés à l'article 66.45.B de la section particulière pour être affectés au paiement de dépenses ressortissant aux secteurs gérés par le ministre précité moyennant ventilation budgétaire opérée par délibération de l'Exécutif à régulariser lors du feuillet d'ajustement.

Les crédits du tableau 1 du budget de 1990 qui sont de la compétence commune du ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et du ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et qui n'ont pas donné lieu à engagement direct ou sur état estimatif pour l'année précitée sont virés à l'article 66.46.B de la section particulière pour être affectés au paiement de dépenses ressortissant aux secteurs gérés en commun par les ministres précités, moyennant ventilation budgétaire opérée par délibération de l'Exécutif à régulariser lors du feuillet d'ajustement.

ART. 6

Il est créé à la section particulière du tableau 1 du présent budget l'article suivant:

Article 68.02.A. — Intervention du Fonds social européen pour la réalisation de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle par l'enseignement de promotion sociale et l'enseigne-

ment secondaire à horaire réduit, en vue du paiement de dépenses de fonctionnement, d'équipement, de rémunérations, allocations et indemnités, de subventions de fonctionnement et de subventions-traitements ou de dépenses de même nature en remboursement et à concurrence d'avances effectuées par les Titres I et II du budget de la Communauté. (Cet article peut être alimenté par transfert de l'article 66.50.C du Titre IV — chapitre III du tableau 2 du budget).

Cet article est destiné à financer les actions du Fonds social européen dans les domaines de la promotion sociale et de l'enseignement à horaire réduit.

ART. 7

Les droits visés à l'article 7 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions en matière d'enseignement sont versés respectivement aux articles 66.33.A, 66.34.A et 66.35.A de la section particulière du tableau 1 du présent budget; leur utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française.

Il est inscrit à la section particulière du tableau 1 du présent budget, les articles suivants conformément au décret précité.

Article 66.51.B. — Affectation des droits d'équivalence et d'homologation de diplômes de l'enseignement fondamental.

Article 66.52.B. — Affectation des droits d'équivalence, d'homologation de diplômes et d'inscription aux jurys de l'enseignement secondaire.

Article 66.53.B. — Affectation des droits d'équivalence, d'homologation de diplômes et d'inscription aux jurys de l'enseignement supérieur non universitaire.

Article 66.54.B. — Affectation des droits d'équivalence, d'homologation de diplômes et d'inscription aux jurys de l'enseignement supérieur universitaire.

Le produit des droits d'équivalence, d'homologation et d'inscription aux jurys est affecté sur décision de l'Exécutif au niveau d'enseignement concerné.

ART. 8

Il est créé à la section particulière du tableau 1 du présent budget un article 60.57.A intitulé « Fonds des investissements immobiliers universitaires ».

Ce Fonds est constitué sur un compte ouvert auprès d'une institution publique de crédit et est alimenté par un crédit ouvert à l'article 01.01.18 de la section 34 ainsi que par les intérêts relatifs aux placements de son disponible.

Les moyens du Fonds sont intégralement affectés aux investissements universitaires.

Le Fonds est géré par un comptable désigné par l'Exécutif et justiciable de la Cour des comptes. Les opérations du Fonds sont soumises au contrôle des engagements et de l'Inspection des finances.

Les dépenses du Fonds sont effectuées moyennant alimentation préalable de la trésorerie de la Communauté.

ART. 9

Le libellé de l'article 66.37.B est modifié comme suit: « Fonds destiné aux recettes à provenir de la vente de biens meubles et de prestations et recettes diverses en ce compris les remboursements d'avances de fonds excédentaires. »

ART. 10

Dernier alinéa de l'article 3 et l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi du 24 juillet 1969 relative au financement de l'acquisition de terrains par l'Université libre de Bruxelles et par l'Université catholique de Louvain sont rapportés.

ART. 11

§ 1. La présente disposition s'applique:

- aux membres du personnel visés par les lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957, visé à l'article 79, par la loi du 1^{er} avril 1960 sur les Offices d'orientation scolaire et professionnelle et les Centres psychomédico-sociaux telle que modifiée, par la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat ainsi qu'aux membres du personnel scientifique des établissements universitaires.
- aux membres du personnel visés par la loi du 1^{er} avril 1960 sur les Offices d'orientation scolaire et professionnelle et les Centres psychomédico-sociaux telle que modifiée par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986.
- au personnel bénéficiant d'une subvention-traitement ou subvention-traitement d'attente en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 26.
- aux membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de services de l'enseignement de la Communauté française visés par la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat ainsi qu'aux membres du personnel administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires auxquelles s'applique la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.
- aux membres du personnel académique des établissements universitaires.

§ 2. L'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public cesse d'être d'application au personnel visé au § 1^{er} le 1^{er} janvier 1990.

§ 3. Dans les conditions analogues à celles organisant l'octroi de la prime de fin d'année telles que prévues à l'arrêté royal du 23 octobre 1979 précité, il est accordé aux membres du personnel susvisé un nombre maximum de 180 titres-repas d'une valeur de 144 francs minimum pour une fonction à temps plein, le bénéficiaire prenant en charge un montant de 44 francs.

§ 4. Cette disposition produit ses effets le 1^{er} janvier 1990.

§ 5. Les dépenses relatives aux titres-repas, en ce compris les frais éventuels, peuvent être effectuées sous la forme de dépenses fixes.

ART. 12

Les soldes en crédits d'engagement et en crédits d'ordonnancement des crédits dissociés du tableau 1 du présent budget non utilisés au 31 décembre 1990 sont reportés à l'année 1991 et peuvent être utilisés à des dépenses de même nature afférentes à ladite année ou aux années antérieures.

ART. 13

Le solde en crédits d'engagement, disponible à l'article 81.01.13 de la section 54, à la date du 31 décembre 1989, est reporté aux années ultérieures et peut être utilisé à des dépenses de même nature afférentes tant auxdites années qu'à l'année 1989.

ART. 14

Un contrôle des engagements est organisé pour les dépenses relatives au Fonds budgétaire des bâtiments scolaires de la Communauté créé par l'article 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

ART. 15

Les institutions universitaires de la Communauté sont habilitées à placer auprès d'une institution publique de crédit les moyens disponibles sur avances de fonds octroyées pour leurs investissements.

ART. 16

Les articles relatifs au paiement de rémunérations et de subventions-traitements repris au tableau 1 du présent budget peuvent supporter le paiement d'avances à l'Office national des allocations familiales des travailleurs salariés relativement aux allocations familiales dues au personnel temporaire.

ART. 17

Le montant de 100 000 000 de francs prévu à l'alinéa 3 de l'article 2 du décret du 22 décembre 1989 concernant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 — Dépenses d'Education et de Recherche — est porté à 150 000 000 de francs.

ART. 18

Les crédits non dissociés des articles ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures:

Tableau 2

Titre I — Dépenses courantes

Secteur Formation

Section 82 — articles 33.23.12
33.23.13

Secteur Enseignement universitaire

Section 87 — articles 11.04.02
12.05.01

Secteur Enseignement supérieur autre qu'universitaire

Section 88 — articles 11.04.01
12.05.01

ART. 19

Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes au 31 décembre 1990 des crédits inscrits aux articles énumérés ci-après, sont reportés sur l'année budgétaire 1991 et ajoutés aux nouveaux crédits pour les articles correspondants des budgets de la Communauté française pour 1991.

Tableau 2

Titre I — Dépenses courantes

Secteur Enseignement et Formation

Section 82 — article 41.04.11

Section 83 — articles 11.03.11
11.03.12
11.03.13
11.06
12.01.11
43.02.12

43.02.13	ART. 20
43.04.12	
43.04.13	
43.05.12	La dérogation visée à l'article 19 s'applique également aux soldes disponibles en report au 31 décembre 1990 sur les articles ci-dessous.
43.05.13	
43.06.11	
43.25	
43.26	Tableau 2
44.02.12	
44.04.11	Titre II — Dépenses de capital
44.04.12	
44.04.13	Secteur Enseignement et Formation
44.05.11	Section 83 — articles 63.01.11
44.05.12	63.01.12
44.05.13	63.01.13
44.06.11	64.01.11
44.25	64.01.12
44.26	64.01.13
01.10.11	lesquels sont reportés sur l'année budgétaire 1991 et ajoutés aux nouveaux crédits inscrits à l'article 61.01.11 du même titre et de la même section.
Secteur Enseignement universitaire	
Section 87 — articles 11.04.02	
12.01.01	
12.01.02	
12.05.01	
Secteur Enseignement supérieur autre qu'universitaire	
Section 88 — articles 11.04.01	
12.01.01	
12.05.01	
Secteur Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	
Section 94 — articles 12.01	
12.02	
12.03	
12.07	
Titre II — Dépenses de capital	
Secteur Allocations et Prêts d'études	
Section 97 — articles 82.01	
82.02	
	ART. 21
	Le solde disponible au 31 décembre 1989 sur le fonds 60.48.B «Fonds destinés aux prêts d'études (loi du 19 juillet 1971)» est annulé à concurrence de 61 millions de francs.
	Le solde disponible sur l'article 60.31.C, Titre IV du tableau 2 «Fonds destiné aux prêts d'études» est annulé à concurrence de 18 millions de francs.
	Le solde disponible sur l'article 60.30.B, Titre IV du tableau 2 «Fonds destiné aux allocations d'études» est majoré à concurrence de 80 millions de francs.
	Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au <i>Moniteur belge</i> .
	Bruxelles, le 24 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

TABEAU 1
Dépenses d'éducation et de recherche financées en application
des articles 38 à 41, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement
des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989 (TVA)

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.					(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
SECTION 40					
SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES COMMUNS					
CHAPITRE 1					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 1. Salaires et charges sociales					
11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	307,4	+ 6,0	313,4	2,8
11.10	Remboursement	13,0	- 7,4	5,6	6,8
	Total pour le § 1	320,4	- 1,4	319,0	9,6
§ 2. Achats de biens non durables et de services					
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	35,3	+ 4,0	39,3	—
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications de département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	254,2	- 3,0	251,2	—
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du département (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments). — Impôts grevant les bâtiments, propriétés de la Communauté ou loués par elle, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	72,1	+ 20,0	92,1	8,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.					(En millions de francs)	
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements ariété courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures	
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs)	9,4	+3,0	12,4	—	
	Total pour le § 2	371,0	+24,0	395,0	8,6	
	Total pour le chapitre 1	691,4	+22,6	714,0	18,2	

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Quote-part dans les frais de fonctionnement de l'Institut géographique national	7,5	-7,5	—	—
	Total pour le chapitre IV	7,5	-7,5	—	—

CHAPITRE 01

DIVERS

01.01	Provision en vue de couvrir les charges résultant de la programmation sociale et de l'index (le solde disponible au 31 décembre est reporté à l'article 66.36.B de la Section particulière)	1 230,7	-1 230,7	—	—
01.03. 32	Crédit non réparti relatif à des dépenses de toute nature en relation avec l'enseignement et sa promotion et, notamment la rémunération et l'indemnisation du personnel, l'équipement pédagogique et l'intervention dans la couverture de la hausse des coûts énergétiques. (La répartition du crédit sera effectuée par ariété délibéré en Exécutif; le solde disponible au 31 décembre 1990 sera reporté à l'année ultérieure et pourra être utilisé à des dépenses afférentes à 1990 ou à 1991).	—	+ 914,1	914,1	—
	Total chapitre 01	1 230,7	- 316,6	914,1	—
	Total pour la Section 40. — Secrétariat général et services communs	1 929,6	- 301,5	1 628,1	18,2

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
SECTION 51					
ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 1. Salaires et charges sociales					
11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	3 519,4	-854,3	2 665,1	—
11.06	Rémunérations et paiement des chèques repas du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	—	+952,6	952,6	13,8
Total pour le § 1		3 519,4	+98,3	3 617,7	13,8
§ 2. Achats de biens non durables et de services					
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	10,2	+0,7	10,9	0,5
12.21	Assurance des élèves	9,1	+0,1	9,2	2,3
Total pour le § 2		19,3	+0,8	20,1	2,8
Total pour le chapitre I		3 538,7	+99,1	3 637,8	16,6
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1, de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	182,6	+18,0	200,6	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.					
(En millions de francs)					
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	13 893,8	- 3 473,5	10 420,3	—
43.05	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements officiels subventionnés d'enseignement fondamental	2,8	- 0,8	2,0	—
43.06	Subventions de la Communauté pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles officielles subventionnées.	45,2	- 1,0	44,2	—
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique).	58,7	+ 13,0	71,7	2,7
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	1 305,3	- 11,3	1 294,0	—
43.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements officiels subventionnés	—	+ 3 583,7	3 583,7	51,9
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	11 271,3	- 2 817,8	8 453,5	—
44.06	Subventions de la Communauté pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles libres subventionnées.	41,0	- 1,0	40,0	3,5
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique).	6,5	+ 4,6	11,1	0,3
44.21	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement fondamental	19,5	- 3,7	15,8	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	1 232,1	- 0,6	1 231,5	—
44.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements libres subventionnés.	—	+ 2 921,4	2 921,4	39,0
Total pour le chapitre IV		28 058,8	+ 231,0	28 289,8	97,4
Total pour la section 51. — Enseignement préscolaire et enseignement primaire.		31 597,5	+ 330,1	31 927,6	114,0

SECTION 52
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

CHAPITRE 1
DEPENSES DE CONSOMMATION
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	17 920,9	- 4 446,6	13 474,3	1,3
-------	--	----------	-----------	----------	-----

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	8,2	-1,0	7,2	—
11.06	Rémunérations et paiement des chèques repas du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	—	+4 571,9	4 571,9	26,3
	Total pour le § 1	17 929,1	+124,3	18 053,4	27,6

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	4,5	-0,5	4,0	—
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	16,1	+1,0	17,1	—
	Total pour le § 2	20,6	+0,5	21,1	—
	Total pour le chapitre 1	17 949,7	+124,8	18 074,5	27,6

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.23	Dotations globales destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1, de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'article 70.02.C du Titre IV)	2 012,0	+49,9	2 061,9	—
43.01	Subventions-traitements et subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	10 696,1	-2 674,1	8 022,0	—
43.05	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements officiels subventionnés d'enseignement secondaire	52,7	-4,7	48,0	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	1 199,4	-64,4	1 135,0	—
43.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements officiels subventionnés	—	+2 253,4	2 253,4	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.					(En millions de francs)	
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits annulés antérieurs	
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés . . .	24 840,0	- 6 210,0	18 630,0	—	
44.11	Subventions de fonctionnement aux établissements pluralistes . . .	1,0	- 1,0	0	—	
44.21	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement secondaire . . .	155,2	- 5,2	150,0	—	
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	2 947,6	+ 22,4	2 970,0	28,5	
44.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements libres subventionnés.	—	+ 6 900,5	6 900,5	70,0	
Total pour le chapitre IV		41 904,0	+ 266,8	42 170,8	98,5	
Total pour la section 52. — Enseignement secondaire.		59 853,7	+ 391,6	60 245,3	126,1	

SECTION 53

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE:
PARTIE ENSEIGNEMENT SPECIAL

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	2 200,7	- 545,0	1 655,7	—
11.06	Rémunérations et paiement des chèques repas du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	—	+ 661,6	661,6	3,0
Total pour le § 1		2 200,7	+ 116,6	2 317,3	3,0

TITRE I.— DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits antérieurs
§ 2. Achats de biens non durables et de services					
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,1	+ 4,9	5,0	—
12.21	Assurance des élèves	1,9	+ 0,4	2,3	—
	Total pour le § 2	2,0	+ 5,3	7,3	—
	Total pour le chapitre I	2 202,7	+ 121,9	2 324,6	3,0

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	1 533,6	- 383,4	1 150,2	—
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique).	5,6	+ 6,8	12,4	—
43.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur officiel subventionné	4,8	+ 0,8	5,6	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	137,8	- 0,8	137,0	—
43.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements officiels subventionnés	—	+ 437,3	437,3	2,5
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	3 117,6	- 779,4	2 338,2	—
44.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur libre subventionné	8,4	+ 0,1	8,5	—
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique).	8,5	+ 11,4	19,9	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	304,7	- 4,7	300,0	—
44.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements libres subventionnés.	—	+ 825,3	825,3	2,5
	Total pour le chapitre IV	5 121,0	+ 113,4	5 234,4	5,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.					(En millions de francs)	
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures	
CHAPITRE 01						
DIVERS						
01.02	Formation et recyclage des enseignants de la Communauté	4,8	+3,2	8,0	—	
Total pour le chapitre 01		4,8	+3,2	8,0	—	
Total pour la section 53. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie enseignement spécial.		7 328,5	+238,5	7 567,0	8,0	

SECTION 54

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE
ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	58,1	+1,1	59,2	0,6
Total pour le § 1		58,1	+1,1	59,2	0,6
Total pour le chapitre 1		58,1	+1,1	59,2	0,6

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.18	Subventions aux universités et établissements y assimilés, en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et de la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire, aux fins de fonctionnement des services sociaux, des services d'orientation, des restaurants et des homes étudiants	358,4	-0,1	358,3	—
Total pour le chapitre III		358,4	-0,1	358,3	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
44.02	Allocation de fonctionnement à l'Université catholique de Louvain (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	3 942,8	+ 32,5	3 975,3	—
44.08	Subvention et charges financières pour les investissements immobiliers à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, au Crédit communal de Belgique ou à une autre institution ayant conclu à ce sujet une convention avec la Communauté pour prêts aux établissements libres universitaires (à virer aux art. 60.45.A et 60.46.A du Titre IV)	2 208,0	- 170,5	2 087,5	—
44.13	Allocation de fonctionnement à l'Université libre de Bruxelles (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	3 160,1	+ 31,1	3 191,2	—
44.15	Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	933,7	+ 13,3	947,0	—
44.16	Allocation de fonctionnement à la Faculté universitaire catholique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	219,0	+ 0,6	219,6	—
44.18	Allocation de fonctionnement à la Faculté polytechnique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	447,4	- 0,3	447,1	—
	Total pour le chapitre IV	10 911,0	- 43,3	10 867,7	—

CHAPITRE 01

DIVERS

01.01	Allocation de fonctionnement à l'Université de Liège (anciennement Université de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	2 740,4	+ 36,5	2 776,9	—
01.06	Service des commissaires et délégués du Gouvernement (dépendances de personnel, d'équipement et de fonctionnement)	14,0	+ 0,5	14,5	—
01.11	Allocation de fonctionnement à l'Université de Mons (anciennement Université de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	559,9	+ 8,5	568,4	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
01.13	Allocation de fonctionnement à la Faculté des sciences agronomiques à Gembloux (anciennement Faculté de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	388,8	+ 1,3	390,1	—
01.20. 30 (nouv.)	Frais de fonctionnement du Centre de Recherches métallurgiques. — Dépenses afférentes à des exercices antérieurs (Le solde disponible au 31 décembre 1990 sera reporté à l'année ultérieure afin de faire face à des dépenses de même nature.)	0	+ 40,0	40,0	—
	Total pour le chapitre 01	3 703,1	+ 86,8	3 789,9	—
	Total pour la Section 54. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique	15 030,6	+ 44,5	15 075,1	0,6
SECTION 55					
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 1. Salaires et charges sociales					
11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	1 763,1	— 435,9	1 327,2	0,2
11.06	Rémunérations et paiement des chèques repas du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	—	+ 457,7	457,7	1,2
	Total pour le § 1	1 763,1	+ 21,8	1 784,9	1,4
	Total pour le chapitre I	1 763,1	+ 21,8	1 784,9	1,4

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits antérieurs
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
41.23	Dotations globales destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'article 70.02.C du Titre IV)	469,0	+ 10,0	479,0	—
43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	1 904,2	- 476,1	1 428,1	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959)	239,1	—	239,1	6,6
43.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements officiels subventionnés	—	+ 454,8	454,8	—
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	2 921,9	- 730,5	2 191,4	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959)	406,8	—	406,8	23,0
44.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements libres subventionnés	—	+ 817,2	817,2	—
Total pour le chapitre IV		5 941,0	+ 75,4	6 016,4	29,6
Total pour la section 55. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement supérieur non universitaire et recherche scientifique		7 704,1	+ 97,2	7 801,3	31,0

SECTION 56

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE:
PARTIE PROMOTION SOCIALE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	764,4	- 186,7	577,7	0,2
-------	--	-------	---------	-------	-----

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
11.06	Rémunérations et paiement des chèques repas du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	—	+ 181,7	181,7	0,3
	Total pour le § 1	764,4	+ 5,0	759,4	0,5

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	6,6	+ 0,7	7,3	—
12.04	Location d'installations mécanographiques	0,7	- 0,7	—	—
	Total pour le § 2	7,3	0	7,3	—
	Total pour le chapitre I	771,7	- 5,0	766,7	0,5

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	953,4	- 238,4	715,0	—
43.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements officiels subventionnés	—	+ 247,8	247,8	—
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	726,8	- 181,7	545,1	—
44.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements libres subventionnés.	—	+ 186,8	186,8	—
	Total pour le chapitre IV	1 680,2	+ 14,5	1 694,7	—
	Total pour la section 56. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie promotion sociale.	2 451,9	+ 9,5	2 461,4	0,5

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits antérieurs antérieurs
------	----------	---------------------------	----------------------------	----------------------------	-------------------------------

SECTION 61

SERVICE DES TRANSPORTS SCOLAIRES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	49,6	+ 11,5	61,1	—
	Total pour le § 1	49,6	+ 11,5	61,1	—

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	49,9	- 0,4	49,5	—
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du département (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtimens). — Impôts grevant les bâtiments, propriétés de la Communauté ou loués par elle, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtimens	—	+ 1,0	1,0	—
12.22	Frais de transport	530,4	- 26,5	503,9	—
	Total pour le § 2	580,3	- 25,9	554,4	—
	Total pour le chapitre I	629,9	- 14,4	615,5	—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

43.08	Intervention dans les frais de transport des enfants anormaux ou handicapés y assimilés dans l'enseignement officiel subventionné	38,0	- 18,0	20,0	—
-------	---	------	--------	------	---

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.					(En millions de francs)	
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures	
44.17	Intervention dans les frais de transport des enfants anormaux ou handicapés y assimilés dans l'enseignement libre subventionné	75,0	- 15,0	60,0	—	
	Total pour le chapitre IV	113,0	- 33,0	80,0	—	
	Total pour la section 61. — Service des transports scolaires.	742,9	- 47,4	695,5	—	

SECTION 64

ORGANISATION DES ETUDES
(Y COMPRIS LA GESTION DES CENTRES P.M.S.)

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	698,2	- 149,6	548,6	0,7
11.06	Rémunérations et paiement des chèques repas du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	—	+ 126,3	126,3	0,2
	Total pour le § 1	698,2	- 23,3	674,9	0,9
	Total pour le chapitre I	698,2	- 23,3	674,9	0,9

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.03	Subventions à l'A.S.B.L. — Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) — à Bruxelles	12,0	- 1,7	10,3	—
-------	---	------	-------	------	---

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajournements annés courants	Crédits proposés pour 1990	Crédits annés antérieurs
34.01	Cotisation de la Belgique à la Conférence des Ministres de l'Education des Etats d'expression française d'Afrique et de Madagascar	1,0	-0,5	0,5	—

Total pour le chapitre III		13,0	-2,2	10,8	—
--------------------------------------	--	------	------	------	---

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	419,5	-104,9	314,6	—
43.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements officiels subventionnés	—	+119,9	119,9	—
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés . .	601,1	-150,3	450,8	—
44.24	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements libres subventionnés.	—	+179,0	179,0	—
Total pour le chapitre IV		1 020,6	+43,7	1 064,3	—

CHAPITRE 01

DIVERS

01.07. 30	Dépenses de toute nature, de personnel, de fonctionnement, d'équipement et autres en relation avec les zones d'éducation prioritaires (Le solde disponible au 31 décembre 1990 sera reporté à l'année ultérieure et pourra être utilisé à des dépenses afférentes à 1990 ou à 1991.)	—	+20,0	20,0	—
Total pour le chapitre 01		—	+20,0	20,0	—

Total pour la section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.)		1 731,8	+38,2	1 770,0	0,9
---	--	---------	-------	---------	-----

TOTAL DU TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		128 370,6	+800,7	129 171,3	299,3
---	--	-----------	--------	-----------	-------

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.					(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
PARTIE II					
CREDITS QUI NE SONT PAS DESTINES A LA REALISATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS					
SECTION 54					
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
CHAPITRE 01					
DIVERS					
01.01. 18	Alimentation d'un fonds immobilier pour les universités (<i>nov.</i>) (Le solde disponible au 31 décembre 1990 sera reporté à l'année 1991 pour des dépenses de même objet.)	—	+200,0	200,0	—
01.01. 19	Remboursement des sommes versées en application de l'article 3, dernier alinéa, de la loi du 24 juillet 1969 (<i>nov.</i>) (Le solde disponible au 31 décembre 1990 sera reporté à l'année ultérieure afin de faire face à des dépenses de même nature.)	—	+26,0	26,0	—
Total pour le chapitre 01		—	+226,0	226,0	—
Total pour la section 54. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique		—	+226,0	226,0	—
SECTION 61					
SERVICES DES TRANSPORTS SCOLAIRES					
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	—	+2,1	2,1	—
Total pour le chapitre VII		—	+2,1	2,1	—
Total pour la section 61. — Service des transports scolaires.		—	+2,1	2,1	—
Total pour la partie II. — Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements		—	+228,1	228,1	—
TOTAL POUR LE TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL:					
Crédits non dissociés		—	+228,1	228,1	—
TOTAL GENERAL DES TITRES I ET II. — BUDGET DE L'EDUCATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE:					
Crédits non dissociés		128 370,6	+1 028,8	129 399,4	299,3

TABLEAU 2

Dépenses d'enseignement et de formation et dépenses culturelles de l'éducation
financées en application des articles 10, 37, 42 à 46 et 61 de la loi spéciale
relative au financement des Communautés et des Régions
du 16 janvier 1989 (IPP et taxe radio télévision)

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajournement anné courant	Crédits proposés pour 1990	Crédits annés antérieurs
------	----------	---------------------------------	--------------------------------	----------------------------------	--------------------------------

SECTION 81

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.70 Service des Etudes et de la Recherche scientifique: dépenses
courantes relatives aux activités du service, aux études et
enquêtes dans les domaines socio-culturel, des sports et de
la formation:

11. Communauté française	—	—	—	0,6
Totaux pour le § 2	—	—	—	0,6
Totaux pour le chapitre I	—	—	—	0,6
Totaux pour la section 81. — Affaires générales:				
11. Communauté française	—	—	—	0,6

SECTION 82

FORMATION

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.30 Dépenses de toute nature relatives à la formation:

11. Communauté française	20,0	—	20,0	0,1
Totaux pour le § 2	20,0	—	20,0	0,1
Totaux pour le chapitre I	20,0	—	20,0	0,1

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits après antérieures
CHAPITRE III					
TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de revenus aux ménages					
33.01	Subventions pour des recherches et publications dans le domaine de la formation	3,0	—	3,0	0,7
33.33	Subventions au secteur non marchand en matière de formation continuée:				
11.	Communauté française	85,5	+4,5	90,0	—
33.41	Indemnités de promotion sociale pour les travailleurs; crédits d'heures:				
21.	Communauté française	4,2	-1,5	2,7	—
Totaux pour le chapitre III		92,7	+3,0	95,7	0,7

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux fonds et aux institutions
publiques sans caractère d'entreprise

41.01	Subventions à l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi:				
11.	Communauté française	1 601,4	+141,0	1 742,4	—
41.02	Subvention au Fonds national de reclassement social des handicapés, à titre de contribution dans les dépenses inhérentes à la formation, à la réadaptation professionnelle et au reclassement social des handicapés:				
21.	Communauté française	1,1	-1,1	—	—
41.04	Subventions additionnelles à l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle	161,9	-91,0	70,9	—
41.06	Subventions pour les frais de fonctionnement des comités subrégionaux de l'emploi	10,0	+11,1	21,1	—
Totaux pour le chapitre IV		1 774,4	+60,0	1 834,4	—
Totaux pour la section 82. — Formation:					
11.	Communauté française	1 887,1	+63,0	1 950,1	0,8
21.	Communauté française	5,3	-2,6	2,7	—

TITRE I. — DÉPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLÉS	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits antérieurs
SECTION 83					
ENSEIGNEMENT ET FORMATION ARTISTIQUES					
CHAPITRE I					
DÉPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 1. Salaires et charges sociales					
11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):				
	11. Communauté française	81,3	—	—	—
	12. Région de langue française	290,9	—	—	—
	13. Région bruxelloise	225,9	—	—	—
		598,1	-149,6	448,5	—
11.06	Rémunérations et paiement des chèques repas du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	—	+139,6	139,6	—
	Totaux pour le § 1	598,1	-10,0	588,1	—
§ 2. Achats de biens non durables et de services					
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications de département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:				
	11. Communauté française	1,0	+0,5	1,5	—
	Totaux pour le § 2	1,0	+0,5	1,5	—
	Totaux pour le chapitre I	599,1	-9,5	589,6	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)			
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
CHAPITRE III					
TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de revenus aux ménages					
33.04	Subventions à des associations diverses. — Dépenses de toute nature:				
	11. Communauté française	10,0	+ 2,0	12,0	2,5
	Totaux pour le chapitre III	10,0	+ 2,0	12,0	2,5
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
43.02	Subventions-traitements aux écoles de musique de deuxième catégorie officielles subventionnées:				
	12. Région de langue française	102,2	—	—	—
	13. Région bruxelloise	8,7	—	—	—
		110,9	-27,7	83,2	—
43.05	Subventions-traitements aux établissements d'enseignement artistique officiels subventionnés:				
	12. Région de langue française	1 074,9	—	—	—
	13. Région bruxelloise	491,5	—	—	—
		1 566,4	-391,6	1 174,8	—
43.25	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements d'enseignement artistique officiels subventionnés	—	+472,7	472,7	—
43.26	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux écoles de musique de deuxième catégorie officielles subventionnées	—	+22,4	22,4	—
	Totaux pour les articles 43	1 677,3	+75,8	1 753,1	—
Transferts de revenus à l'enseignement libre					
44.02	Subventions-traitements aux écoles de musique de deuxième catégorie libres subventionnées:				
	12. Région de langue française	25,1	- 6,3	18,8	—
44.05	Subventions-traitements aux établissements d'enseignement artistique libres subventionnés:				
	11. Communauté française	68,1	—	—	—
	12. Région de langue française	313,7	—	—	—
	13. Région bruxelloise	118,9	—	—	—
		500,7	-125,2	375,5	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)			
Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits antérieurs
44.25	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux établissements d'enseignement artistique libres subventionnés	—	+ 102,2	102,2	—
44.26	Subventions-traitements et paiement des chèques repas aux écoles de musique de deuxième catégorie libres subventionnées	—	+ 3,3	3,3	—
	Totaux pour les articles 44	525,8	- 26,0	499,8	—
	Totaux pour le chapitre IV	2 203,1	+ 49,8	2 252,9	2,5
	Totaux pour la section 83. — Enseignement et formation artistiques	2 812,2	+ 42,3	2 854,5	2,5

SECTION 87

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:				
	01. Frais de contrôle des institutions universitaires	—	—	—	—
	02. Jurys	—	+ 1,8	+ 1,8	—
	Totaux pour le § 1	—	+ 1,8	1,8	—

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers:				
	01. Jurys	—	—	—	—
	02. Indemnités diverses aux membres des jurys et des comités d'accompagnement organisés par la Communauté française	0,5	+ 3,9	4,4	—
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans les prix des abonnements sociaux):				
	01. Jurys	—	+ 1,5	1,5	—
	Sous-totaux pour les articles 12.01 et 12.05	0,5	+ 5,4	5,9	—
	Totaux pour le § 2	0,5	+ 5,4	5,9	—
	Totaux pour le chapitre I	0,5	+ 7,2	7,7	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits annulés antérieurs
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise					
41.01	Subvention destinée à alimenter le fonds national de la recherche scientifique (loi du 27 juillet 1971)	445,4	—	445,4	24,2
41.02	Subvention de fonctionnement au Conseil interuniversitaire de la Communauté française	3,0	+ 0,6	3,6	—
41.04	Subventions au fonds national pour la recherche scientifique dans le cadre du plan d'expansion du potentiel scientifique et technique de la Belgique	127,4	+ 5,7	133,1	—
41.10	Subventions à l'Institut pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture pour l'octroi de bourses de formation	162,6	+ 2,2	164,8	13,8
Totaux pour le chapitre IV		738,4	+ 8,5	746,9	38,0
Totaux pour la section 87. — Enseignement universitaire		738,9	+ 15,7	754,6	38,0

SECTION 88

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
AUTRE QU'UNIVERSITAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté:				
01.	Jurys	—	+ 1,5	1,5	—
02.	Autres services	—	—	—	—
Totaux pour le § 1		—	+ 1,5	1,5	—

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures):				
01.	Jurys	—	+ 3,2	3,2	—
02.	Autres services	—	—	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans les prix des abonnements sociaux):				
01.	Jurys	—	+1,5	1,5	—
02.	Autres services	—	—	—	—
	Totaux pour le § 2	—	+4,7	4,7	—
	Totaux pour le chapitre I	—	+6,2	6,2	—
	Totaux pour la section 88. — Enseignement supérieur autre qu'universitaire	—	+6,2	6,2	—

SECTION 95

RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.01	Subventions en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique organisés par des institutions de langue française	1,0	+0,4	1,4	—
33.04	Subventions à des jeunes chercheurs et étudiants:				
01.	Pour des voyages à l'étranger en groupes de jeunes chercheurs et étudiants universitaires.	1,5	+1,0	2,5	—
02.	Pour des voyages à l'étranger en groupes d'étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire	—	—	—	—
03.	Pour des missions scientifiques de jeunes chercheurs à l'étranger	—	—	—	—
33.09	Subventions en vue d'assurer la diffusion des connaissances scientifiques	16,7	-1,4	15,3	—
	Totaux pour le chapitre III	19,2	—	19,2	—
	Totaux pour la section 95. — Recherche scientifique. — Enseignement et formation	19,2	—	19,2	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
SECTION 96					
ENSEIGNEMENT A DISTANCE					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 1. Salaires et charges sociales					
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française	40,7	+ 4,3	45,0	—
	Totaux pour le § 1	40,7	+ 4,3	45,0	—
	Totaux pour le chapitre I	40,7	+ 4,3	45,0	—
	Totaux pour la section 96. — Enseignement à distance	40,7	+ 4,3	45,0	—
SECTION 99					
ORGANISATION DES ETUDES					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 1. Salaires et charges sociales					
11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	13,9	- 6,0	7,9	—
	Totaux pour le § 1	13,9	- 6,0	7,9	—
§ 2. Achats de biens non durables et de services					
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures)	2,6	- 1,0	1,6	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:				
	01. Cinéma, radio, télévision	10,3	+1,0	11,3	—
	02. Autres services	—	—	—	—
		10,3	+1,0	11,3	—
12.30	Frais d'études, recherches, actions pédagogiques et publications dans le domaine de l'enseignement	9,2	+2,2	11,4	—
12.62	Cinéma, radio, télévision et discothèque scolaires:				
	02. Dépenses relatives à des programmes nouveaux des années 1977 et suivantes	E: 21,5 O: 21,5	E: +2,0 O: +2,0	23,5 23,5	— —
12.64	Classes de dépaysement et de découverte, jumelages, activités théâtrales, clubs, etc.	11,8	+2,0	13,8	—
	Totaux pour le § 2	33,9 E: 21,5 O: 21,5	+4,2 E: +2,0 O: +2,0	38,1 E: 23,5 O: 23,5	— — —
	Totaux pour le chapitre I	47,8 E: 21,5 O: 21,5	-1,8 E: +2,0 O: +2,0	46,0 E: 23,5 O: 23,5	— — —
CHAPITRE III					
TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de revenus aux ménages					
33.02	Subventions pour des recherches, études pédagogiques et publications dans le domaine de l'enseignement	9,6	-0,2	9,4	—
	Totaux pour le chapitre III	9,6	-0,2	9,4	—
	Totaux pour la section 99. — Organisation des études. — Enseignement et formation	57,4 E: 21,5 O: 21,5	-2,0 E: +2,0 O: +2,0	55,4 E: 23,5 O: 23,5	— — —
	TOTAUX POUR LE TITRE I. — DEPENSES COURANTES	5 555,5 E: 21,5 O: 21,5	+129,5 E: +2,0 O: +2,0	5 685,0 E: 23,5 O: 23,5	41,9 — —

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
PARTIE II					
CREDITS QUI NE SONT PAS DESTINES A LA REALISATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS					
SECTION 82					
FORMATION					
CHAPITRE VI					
TRANSFERT DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transfert de capitaux aux fonds et institutions sans caractère d'entreprise					
61.51	Subventions de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour des investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle dans la Communauté française	239,0	-50,0	189,0	—
	Totaux pour le chapitre VI	239,0	-50,0	189,0	—
	Totaux pour la section 82. — Formation	239,0	-50,0	189,0	—
SECTION 83					
ENSEIGNEMENT ET FORMATION ARTISTIQUES					
CHAPITRE VI					
TRANSFERT DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux fonds et institutions sans caractère d'entreprise					
61.01	Dotations aux six établissements d'enseignement artistique de la Communauté française à gestion séparée	25,2	-1,0	24,2	—
	Totaux pour le chapitre VI	25,2	-1,0	24,2	—
	Totaux pour la section 83. — Enseignement et formation artistiques	25,2	-1,0	24,2	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELÇES	Crédits alloués pour 1990	Ajustements année courante	Crédits proposés pour 1990	Crédits années antérieures
SECTION 99					
ORGANISATION DES ETUDES ENSEIGNEMENT ET FORMATION					
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
Achat de biens meubles durables					
74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:				
	01. Cinéma, radio, télévision, informatique	26,9	+ 2,0	28,9	—
	02. Autres services	—	—	—	—
	Totaux pour le chapitre VII	26,9	+ 2,0	28,9	—
	Totaux pour la section 99. — Organisation des études, enseignement et formation	26,9	+ 2,0	28,9	—
	Totaux pour la partie II. — Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements	291,1	— 49,0	242,1	—
	TOTAUX POUR LE TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL	291,1	— 49,0	242,1	—
	TOTAUX POUR LES TITRE I ET TITRE II	5 846,6	+ 80,5	5 927,1	41,9
		E: 21,5	E: + 2,0	E: 23,5	—
		O: 21,5	O: + 2,0	O: 23,5	—

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 696

24 DECEMBER 1990. — Decreet houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990. — Uitgaven voor onderwijs, onderzoek en vorming (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

AANPASSING VAN DE KREDIETEN

Artikel 1. § 1. De kredieten vermeld in Titel I, lopende uitgaven en in Titel II, kapitaaluitgaven, van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990, uitgaven gefinancierd bij toepassing van de artikelen 38 tot 41, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, worden aangepast overeenkomstig de gegevens vermeld in de bij dit decreet gevoegde tabel 1, ten belope van :

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
Lopende uitgaven : Bijkredieten voor het lopende jaar	27 171,9	—	—
Verminderingen	28 371,2	—	—
Bijkredieten vorige jaren	299,3	—	—
Kapitaaluitgaven : Bijkredieten voor het lopende jaar	228,1	—	—

(1) Zitting 1990-1991.

Documenten van de Raad. — Nr. 5-IV, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 5-IV, nr. 2. Verslag. — Nr. 5-IV, nr. 3. Amendementen. Integrale verslagen. — Bespreking. Zittingen van 13 en 14 december 1990. — Aanneming. Vergadering van 14 december 1990.

§ 2. De kredieten vermeld in Titel I, lopende uitgaven en in Titel II, kapitaaluitgaven van de Begroting van de Franse Gemeenschap voor de begroting 1990, kredieten voor onderwijs, vorming en culturele uitgaven inzake onderwijs, gefinancierd bij toepassing van de artikelen 10, 37, 42, 46 en 61 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, worden aangepast overeenkomstig de gegevens vermeld in de bij dit decreet gevoegde tabel 2.

	(In miljoenen frank)		
	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
Lopende uitgaven : Bijkredieten voor het lopende jaar	973,4	2,0	2,0
Verminderingen	843,9	—	—
Bijkredieten vorige jaren	41,9	—	—
Kapitaaluitgaven : Bijkredieten voor het lopende jaar	2,0	—	—
Verminderingen	51,6	—	—

Art. 2. § 1. Vervallen zijn, ten belope van de hierna vermelde bedragen, de saldi beschikbaar op de afzonderlijke sectie van tabel 1 van de begroting :

Artikel 66.44 B	440,4 miljoen frank
Artikel 66.45 B	158,2 miljoen frank
Artikel 66.46 B	27,0 miljoen frank

§ 2. Vervallen zijn, ten belope van 56,2 miljoen frank, de saldi door kredietoverdracht beschikbaar op artikel 82.01 van sectie 97.

Art. 3. In de afzonderlijke sectie worden de volgende artikelen ingevoegd :

Artikel 60.53.A. — Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de Schoolgebouwen van de Gemeenschap gestijfd door middel van de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 2, van het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen.

Artikel 60.54.A. — Verrichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, gestijfd door middel van de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4, van het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen.

Artikel 60.55.A. — Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Gemeenschap voor het dekken van ordonnancements die voortvloeien uit vastleggingen verricht door het Gebouwenfonds voor de rijksscholen vóór 1. januari 1989, gestijfd door middel van de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen.

Artikel 60.56.A. — Verrichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs die voortvloeien uit vaste toezeggingen door het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen gedaan vóór 1 januari 1989, gestijfd door middel van de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4, van het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen.

De artikelen 60.55.A en 60.56.A worden gestijfd door de middelen respectievelijk beschikbaar op de artikelen 60.51.A en 60.52.A.

De artikelen 60.53.A en 60.54.A worden gestijfd door de middelen respectievelijk beschikbaar op de artikelen 01.01 en 01.02 van sectie 89.

De artikelen 60.53.A en 60.54.A kunnen aangewend worden voor de financiering van de opdrachten bedoeld bij het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs ingericht en gesubsidieerd door de Gemeenschap.

Op de artikelen 60.55.A en 60.56.A worden de ordonnancements geboekt die voortvloeien uit vaste beslissingen genomen vóór 1 januari 1989.

Art. 4. Binnen de grens van de vastleggingen die reeds vervallen zijn of zullen vervallen, zijn kredietoverdrachten mogelijk, na instemming van de Minister belast met de begroting, respectievelijk tussen de artikelen 60.51.A en 60.47.A, 60.52.A en 60.48.A, 60.55.A en 60.53.A, 60.56.A en 60.54.A van de afzonderlijke sectie van tabel 1 van de begroting.

Art. 5. De kredieten vermeld in tabel 1 van de begroting van 1990 die tot de bevoegdheid behoren van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en waarvoor voor bedoeld jaar geen vaste vastleggingen of vastleggingen op

raming werden verricht, worden overgedragen naar artikel 66.44.B van de afzonderlijke sectie en worden aangewend voor de betaling van uitgaven die behoren tot de sectoren beheerd door voormeld Minister, op voorwaarde dat de kredieten worden verdeeld bij beraadslaging van de Executieve en geregulariseerd in het aanpassingsblad.

De kredieten in tabel 1 van de begroting voor 1990 die tot de bevoegdheid behoren van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en waarvoor voor bedoeld jaar geen vaste vastleggingen of vastleggingen op raming werden verricht, worden gestort op artikel 66.45.B van de afzonderlijke sectie en worden aangewend voor de betaling van uitgaven behorend tot de sectoren beheerd door voormeld Minister, op voorwaarde dat de kredieten worden verdeeld bij beraadslaging van de Executieve en geregulariseerd in het aanpassingsblad.

De kredieten in tabel 1 van de begroting van 1990 die tot de gemeenschappelijke bevoegdheid van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek behoren en waarvoor geen vaste vastleggingen of vastleggingen op raming voor bedoeld jaar werden verricht, worden gestort op artikel 66.46.B van de afzonderlijke sectie en worden aangewend voor de betaling van uitgaven die behoren tot de sectoren die gemeenschappelijk door beide voormelde Ministers worden beheerd, op voorwaarde dat de kredieten worden verdeeld bij beraadslaging van de Executieve en geregulariseerd in het aanpassingsblad.

Art. 6. In de afzonderlijke sectie van tabel 1 van deze begroting wordt het volgende artikel ingevoegd :

Artikel 68.02.A. — Bijdrage van het Europees Sociaal Fonds voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven door onderwijs voor sociale promotie en secundair onderwijs met beperkt leerplan. Bedoelde bijdrage is bestemd voor de betaling van de werkings- en uitrustingskosten, wedden, toelagen en vergoedingen, werkings- en weddetoelagen of gelijkaardige uitgaven, als terugbetaling en tot beloop van de voorschotten op titels I en II van de begroting van de Gemeenschap. (Dit artikel kan gestijfd worden door overdracht van artikel 68.50.C van Titel IV — hoofdstuk III van tabel 2 van deze begroting.)

Dit artikel is bestemd voor de financiering van acties van het Europees Sociaal Fonds inzake sociale promotie en onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 7. De rechten bedoeld in artikel 7 van het decreet d.d. 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen inzake onderwijs worden resp. gestort op de artikelen 60.33.A, 66.34.A en 66.35.A van de afzonderlijke sectie van tabel 1 van deze begroting; de Executieve van de Franse Gemeenschap beslist over het gebruik ervan.

In de afzonderlijke sectie van tabel 1 van deze begroting worden de volgende artikelen ingevoegd overeenkomstig voormeld besluit.

Art. 66.51.B. — Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van diploma's van het basisonderwijs.

Art. 66.52.B. — Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van de diploma's en voor inschrijving voor de examencommissies van het secundair onderwijs.

Art. 66.53.B. — Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van de diploma's en voor inschrijving voor de examencommissies van het niet-universitair hoger onderwijs.

Art. 66.54.B. — Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van de diploma's en voor inschrijving voor de examencommissies van het universitair hoger onderwijs.

De opbrengst van de rechten voor gelijkwaardigheid, homologatie en inschrijving voor de examencommissies wordt op beslissing van de Executieve aangewend op het betrokken onderwijsniveau.

Art. 8. In de afzonderlijke sectie in tabel 1 van deze begroting wordt een artikel 60.57.A ingevoegd onder de benaming « fonds voor onroerende universitaire investeringen ».

Dit fonds wordt aangelegd op een rekening bij een openbare kredietinstelling en wordt gestijfd door een krediet geopend op artikel 01.01.18 van sectie 54 en door de rente betreffende de belegging van de in dat fonds beschikbare middelen.

De middelen van dat fonds worden uitsluitend besteed aan universitaire investeringen.

Het wordt beheerd door een rekenplichtige die aangesteld is door de Executieve en aansprakelijk is voor het Rekenhof. De verrichtingen van het Fonds staan onder vastleggingscontrole en toezicht van de inspectie van financiën.

De uitgaven van het fonds gebeuren na stijving van de thesaurie van de Gemeenschap.

Art. 9. De benaming van artikel 66.37.B wordt gewijzigd als volgt : « Fonds bestemd voor de opbrengst van de verkoop van roerende goederen en van verschillende prestaties en ontvangsten, alsmede van terugbetalingen van het teveel aan geldvoorschotten ».

Art. 10. Het laatste lid van artikel 3 en het 4e lid van artikel 4 van de wet van 24 juli 1969 betreffende de financiering van de aankoop van gronden door de « Université libre de Bruxelles » en de « Université Catholique de Louvain » worden ingetrokken.

Art. 11. § 1. Deze bepaling geldt :

— voor de personeelsleden bedoeld bij de wetten op het lager onderwijs gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957, bedoeld in artikel 79, bij de wet van 1 april 1960 op de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de PMS-centra, zoals gewijzigd bij de wet van 22 juni 1984 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, alsook voor het wetenschappelijk personeel van de universitaire instellingen;

— voor de leden van het personeel bedoeld bij de wet van 1 april 1960 op de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de PMS-centra, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 487 van 1 oktober 1986;

— voor het personeel dat een weddetoelage of een wachtweddetoelage geniet krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid artikel 26;

— voor het administratief personeel, meesters-, vak- en dienstpersoneel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap bedoeld bij de wet van 22 juni 1984 betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs, alsook voor het administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de universitaire instellingen waarop de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen toepasselijk is;

— voor het academisch personeel van de universitaire instellingen.

§ 2. Het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 waarbij een eindejaarstoelage toegekend wordt aan sommige titularissen van een ambt, bezoldigd ten laste van de Openbare Schatkist, is vanaf 1 januari 1990 niet meer toepasselijk op het in § 1 bedoelde personeel.

§ 3. Op dezelfde voorwaarden als voor de toekenning van de eindejaarspremie bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 23 oktober 1979, worden aan de leden van voormeld personeel ten hoogste 180 maaltijdbons ter waarde van ten minste 144 F toegekend voor een voltijdse functie; hiervan komt 44 F ten laste van de begunstigde.

§ 4. Deze bepaling gaat in op 1 januari 1990.

§ 5. De uitgaven voor maaltijdbons, met inbegrip van onkosten, kunnen gedaan worden als vaste uitgaven.

Art. 12. De op 31 december 1990 beschikbare saldi aan vastleggings- en ordonnanceringskredieten van de gesplitste kredieten in tabel 1 van deze begroting worden naar 1991 overgedragen en kunnen aangewend worden voor uitgaven van dezelfde aard betreffende bedoeld jaar of de vorige jaren.

Art. 13. De op 31 december 1989 beschikbare saldi aan vastleggingskredieten op artikel 81.01.13 van sectie 54 worden overgedragen naar de volgende jaren en kunnen aangewend worden voor uitgaven van dezelfde aard betreffende bedoelde jaren of het jaar 1989.

Art. 14. Er wordt voorzien in een vastleggingscontrole voor uitgaven m.b.t. het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, opgericht bij artikel 5 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 15. De universitaire instellingen van de Gemeenschap worden gemachtigd om de beschikbare middelen op de voor hun investeringen verleende geldvoorschotten, bij een openbare kredietinstelling te beleggen.

Art. 16. Op de artikelen betreffende de betaling van wedden en weddetoelagen in tabel 1 van deze begroting worden ook de betalingen aangerekend van voorschotten gestort aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers voor de uitbetaling van de kinderbijslag aan het tijdelijk personeel.

Art. 17. Het bedrag van 100 000 000 F bepaald in het 3e lid van artikel 2 van het decreet d.d. 22 december 1989 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 — Uitgaven voor Onderwijs en Onderzoek — wordt op 150 000 000 F gebracht.

Art. 18. De niet-gesplitste kredieten op onderstaande artikelen mogen uitgaven met betrekking tot vorige begrotingsjaren dekken :

Tabel 2

Titel I — Lopende uitgaven

Sector Vorming

Sectie 82 — artikelen 33.23.1.2
33.23.1.3

Sector Universitair Onderwijs

Sectie 87 — artikelen 11.04.02
12.05.01

Sector Niet-Universitair Hoger Onderwijs

Sectie 88 — artikelen 11.04.01
12.05.01

Art. 19. In afwijking van de bepalingen van artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr. 402 d.d. 18 april 1988 tot wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet d.d. 26 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, worden de saldi op 31 december 1990 van de kredieten, uitgetrokken op de onderstaande artikelen, overgedragen naar het begrotingsjaar 1991 en gevoegd bij de nieuwe kredieten voor de overeenstemmende artikelen van de begroting van de Franse Gemeenschap voor 1991.

Tabel 2

Titel I — Lopende uitgaven

Sector Onderwijs en Vorming

Sectie 82 — artikel 41.04.11

Sectie 83 — artikelen 11.03.11

11.03.12

11.03.13

11.06

12.01.11

43.02.12

43.02.13

43.04.12

43.02.13

43.05.12

43.05.13

43.06.11

43.25

43.28

44.02.12

44.04.11

44.04.12

44.04.13

44.05.11

44.05.12

44.05.13

44.06.11

44.25

44.28

01.10.11

Sector Universitair Onderwijs

Sectie 87 — artikelen 11.04.02

12.01.01

12.01.02

12.05.01

Sector Niet-universitair hoger onderwijs

Sectie 88 — artikelen 11.04.01
12.01.01
12.05.01

Sector « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »

Sectie 94 — artikelen 12.01
12.02
12.03
12.07

Titel II — Kapitaaluitgaven

Sektor Studietoelagen en -leningen

Sectie 97 — artikelen 82.01
82.02

Art. 20. De afwijking bedoeld in artikel 19 is tevens van toepassing op de na overdracht op 31 december 1990 op onderstaande artikelen beschikbare saldi.

Tabel 2

Titel II — Kapitaaluitgaven

Sector Onderwijs en Vorming

Sectie 83 — artikelen 63.01.11
63.01.12
63.01.13
64.01.11
64.01.12
64.01.13

Bedoelde kredieten worden overgedragen naar het begrotingsjaar 1991 en gevoegd bij de nieuwe kredieten, uitgetrokken op artikel 61.01.11 van dezelfde titel en sectie.

Art. 21. Het saldo beschikbaar op 31 december 1989 op fonds 60.48.B « Fonds voor studietoelagen (wet van 19 juli 1971) » vervalt ten belope van 61 miljoen frank.

Het saldo beschikbaar op artikel 60.31.C, Titel IV, in tabel 2 « Fonds voor studietoelagen » vervalt ten belope van 18 miljoen frank.

Het saldo beschikbaar op artikel 60.30.B, Titel IV, in tabel 2 « Fonds voor studietoelagen » wordt met 80 miljoen frank verhoogd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 24 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de Cultuur en de Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

TABEL 1

Uitgaven voor onderwijs en wetenschappelijk onderzoek
(Uitgaven gefinancierd bij toepassing van de artikelen 38, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten) (B.T.W.)

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
------	---------	-------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	------------------------

SECTIE 40

Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. — Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	307,4	+ 6,0	313,4	2,8
11.10	Terugbetaling	13,0	- 7,4	5,6	6,8
Totaal voor § 1		320,4	- 1,4	319,0	9,6

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	35,3	+ 4,0	39,3	—
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	254,2	— 3,0	251,2	—
12.06	Huur van onroerende goederen voor de verschillende diensten van het departement (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen) — Belastingen slaande op de gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	72,1	+ 20,0	92,1	8,6
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade)	9,4	+ 3,0	12,4	—
Totaal voor § 2		371,0	+ 24,0	395,0	8,6
Totaal voor hoofdstuk I		691,4	+ 22,6	714,0	18,2
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid</i>					
41.01	Aandeel in de werkkingskosten van het Nationaal Geografisch Instituut	7,5	— 7,5	—	—
Totaal voor hoofdstuk IV		7,5	— 7,5	—	—
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
01.01	Provisie voor dekking van de lasten die voortvloeden uit de sociale programmering en de indexering (het saldo beschikbaar op 31 december wordt overgedragen op artikel 66.36 B van de Afzonderlijke sectie)	1 230,7	— 1 230,7	—	—
01.03 (nieuw)	Niet-verdeeld krediet voor alerhande uitgaven i.v.m. het onderwijs en de bevordering ervan, inzonderheid voor de bezoldiging en vergoeding van het personeel, de pedagogische uitrusting en de bijdrage in de hogere kosten voor energie (Het krediet zal verdeeld worden bij een in de Executieve overlegd besluit; het op 31 december 1990 beschikbaar saldo zal naar het volgende jaar overgedragen worden en kan aangewend worden voor uitgaven voor 1990 of 1991)	—	+ 914,1	914,1	—
Totaal voor hoofdstuk 01		1 230,7	— 316,6	914,1	—
Totaal voor sectie 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten		1 929,6	— 301,5	1 628,1	18,2
SECTIE 51. — Voorschools en basisonderwijs					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	3 519,4	— 854,3	2 665,1	—
11.06	Bezoldiging en betaling van maaltijdcheques voor het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldiging van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het overleden slachtoffer — alsook de verminderde bezoldigingen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	—	+ 952,6	952,6	13,6
Totaal voor § 1		3 519,4	+ 98,3	3 617,7	13,6

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) ..	10,2	+ 0,7	10,9	0,5
12.21	Verzekering van de leerlingen	9,1	+ 0,1	9,2	2,3
Totaal voor § 2		19,3	+ 0,8	20,1	2,8
Totaal voor hoofdstuk I		3 538,7	+ 99,1	3 637,8	16,6

HOOFDSTUK IV

Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid

41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschaps-onderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	182,8	+ 18,0	200,8	—
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde officiële instellingen	13 893,8	- 3 473,5	10 420,3	—
43.05	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de officiële gesubsidieerde instellingen voor basisonderwijs	2,8	- 0,8	2,0	—
43.06	Toelagen van de Gemeenschap voor de vergoeding van het middagtoezicht in de officiële gesubsidieerde scholen	45,2	- 1,0	44,2	—
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psychomedisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	58,7	+ 13,0	71,7	2,7
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 31, § 1 van de wet van 29 mei 1959) ..	1 305,3	- 11,3	1 294,0	—
43.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële instellingen	—	+ 3 583,7	3 583,7	51,9
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde vrije instellingen	11 271,3	- 2 817,8	8 453,5	—
44.06	Toelagen van de Gemeenschap voor de vergoeding van het middagtoezicht in de vrije gesubsidieerde scholen	41,0	- 1,0	40,0	3,5
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psychomedisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	6,5	+ 4,6	11,1	0,3
44.21	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de vrije gesubsidieerde instellingen voor basisonderwijs	19,5	- 3,7	15,8	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	1 232,1	- 0,6	1 231,5	—
44.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde vrije instellingen	—	+ 2 021,4	2 021,4	39,4
Totaal voor hoofdstuk IV		28 058,8	+ 231,0	28 289,8	97,4
Totaal voor sectie 51. — Voorschools en basisonderwijs		31 597,5	+ 330,1	31 927,6	114,0

SECTIE 52. — Secundair onderwijs

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. — Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	17 920,9	- 4 446,6	13 474,3	1,3
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	8,2	- 1,0	7,2	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
11.06	Bezoldiging en betaling van maaltijdcheques voor het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldiging van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het overleden slachtoffer — alsook de verminderde bezoldigingen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	—	+ 4 571,9	4 571,9	26,3
	Totaal voor § 1	17 629,1	+ 124,3	18 053,4	27,6
	§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten				
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	4,5	— 0,5	4,0	—
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) ..	16,1	+ 1,0	17,1	—
	Totaal voor § 2	20,6	+ 0,5	21,1	—
	Totaal voor hoofdstuk I	17 949,7	+ 124,8	18 074,5	27,6

HOOFDSTUK IV

Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid

41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het onderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op art. 70.02 C van Titel IV)	2 012,0	+ 49,9	2 061,9	—
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde officiële instellingen	10 696,1	— 2 674,1	8 022,0	—
43.05	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor secundair onderwijs	52,7	— 4,7	48,0	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959) ..	1 199,4	— 64,4	1 135,0	—
43.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële instellingen	—	+ 2 253,4	2 253,4	—
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde vrije instellingen	24 840,0	— 6 210,0	18 630,0	—
44.11	Werkingsstoelagen aan de pluralistische inrichtingen	1,0	— 1,0	0	—
44.21	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen voor secundair onderwijs	155,2	— 5,2	150,0	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	2 947,6	+ 22,4	2 970,0	28,5
44.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde vrije instellingen	—	+ 6 900,5	6 900,5	70,0
	Totaal voor hoofdstuk IV	41 904,0	+ 266,8	42 170,8	98,5
	Totaal voor sectie 52. — Secundair onderwijs	59 853,7	+ 391,6	60 245,3	126,1

SECTIE 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie :
gedeelte buitengewoon onderwijsHOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. — Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	2 200,7	— 545,0	1 655,7	—
11.06	Bezoldiging en betaling van maaltijdcheques voor het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldiging van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het overleden slachtoffer — alsook de verminderde bezoldigingen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	—	+ 661,6	661,6	3,0
	Totaal voor § 1	2 200,7	+ 116,6	2 317,3	3,0

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,1	+ 4,9	5,0	—
12.21	Verzekering van de leerlingen	1,9	+ 0,4	2,3	—
	Totaal voor § 2	2,0	+ 5,3	7,3	—
	Totaal voor hoofdstuk I	2 200,7	+ 121,9	2 324,6	3,0
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid</i>					
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde officiële instellingen	1 533,6	- 363,4	1 150,2	—
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psychomedisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	5,8	+ 6,8	12,4	—
43.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de officiële gesubsidieerde sector	4,8	+ 0,8	5,6	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 20 mei 1959)	137,8	- 0,8	137,0	—
43.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële instellingen	—	+ 437,3	437,3	2,5
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde vrije instellingen	3 117,6	- 779,4	2 338,2	—
44.06	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de vrije gesubsidieerde sector ..	6,4	+ 0,1	6,5	—
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psychomedisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	8,5	+ 11,4	19,9	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	304,7	- 4,7	300,0	—
44.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde vrije instellingen	—	+ 825,3	825,3	2,5
	Totaal voor hoofdstuk IV	5 121,0	+ 113,4	5 234,4	5,0
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
01.02	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de Gemeenschap	4,8	+ 3,2	8,0	—
	Totaal voor hoofdstuk I	4,8	+ 3,2	8,0	—
	Totaal voor sectie 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie: gedeelte buitengewoon onderwijs	7 328,5	+ 238,5	7 567,0	8,0
SECTIE 54					
Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	58,1	+ 1,1	59,2	0,6
	Totaal voor § 1	58,1	+ 1,1	59,2	0,6
	Totaal voor hoofdstuk I	58,1	+ 1,1	59,2	0,6

TITEL I. — Lopende uitgaven					
(In miljoenen frank)					
Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
HOOFDSTUK III					
<i>Inkomensoverdrachten aan andere sectoren</i>					
33.18	Toelagen aan de universiteiten en aan de instellingen die ermee gelijkgesteld zijn krachtens de gecoördineerde wetten op de toekenning van de academische graden en het programma der universitaire examens, en de wet van 9 april 1985 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie, bestemd voor de werking van de sociale diensten, de oriënteringsdiensten, de spijshuizen en de studentenhuizen	358,4	- 0,1	358,3	—
Totaal voor hoofdstuk III		358,4	- 0,1	358,3	—
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid</i>					
44.02	Werkingsuitkering aan de « Université Catholique de Louvain » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	3 942,8	+ 32,5	3 975,3	—
44.08	Toelagen en financiële lasten voor onroerende investeringen aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, aan het Gemeentekrediet van België of aan een andere instelling die daartoe een overeenkomst met de Gemeenschap heeft gesloten voor leningen aan de vrije universitaire instellingen (over te schrijven op de artikelen 80.45 en 80.46 A van titel IV)	2 208,0	- 120,5	2 087,5	—
44.13	Werkingsuitkering aan de « Université libre de Bruxelles » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	3 180,1	+ 31,1	3 191,2	—
44.15	Werkingsuitkering aan de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix » te Namen (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	933,7	+ 13,3	947,0	—
44.16	Werkingsuitkering aan de « Faculté universitaire catholique » te Bergen (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	219,0	+ 0,8	219,8	—
44.18	Werkingsuitkering aan de « Faculté polytechnique » te Bergen (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	447,4	- 0,3	447,1	—
Totaal voor hoofdstuk IV		10 911,0	- 43,3	10 867,7	—
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
01.01	Werkingsuitkering aan de « Université de Liège » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	2 740,4	+ 36,5	2 776,9	—
01.06	Regeringscommissarissen en -afgevaardigden (uitgaven voor personeel, uitrusting en werking)	14,0	+ 0,5	14,5	—
01.11	Werkingsuitkering aan de « Université de Mons » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	559,9	+ 8,5	568,4	—
01.13	Werkingsuitkering aan de « Faculté des sciences agronomiques à Gembloux » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	388,8	+ 1,3	390,1	—
01.20 (nieuw)	Werkingskosten « Centre de recherches métallurgiques ». Uitgaven van vorige jaren. (Het op 31 december 1990 beschikbaar saldo zal overgedragen worden naar het volgende jaar om gelijkaardige uitgaven te dekken.)	0	+ 40,0	40,0	—
Totaal voor hoofdstuk 01		3 703,1	+ 86,8	3 789,9	—
Totaal voor sectie 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek		15 030,6	+ 44,5	15 075,1	0,6

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
SECTIE 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	1 763,1	- 435,9	1 327,2	0,2
11.06	Bezoldiging en betaling van maaltijdcheques voor het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het overleden slachtoffer — alsook de verminderde bezoldigingen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	—	+ 457,7	457,7	1,2
	Totaal voor § 1	1 763,1	+ 21,8	1 784,9	1,4
	Totaal voor hoofdstuk I	1 763,1	+ 21,8	1 784,9	1,4
HOOFDSTUK IV Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid					
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschaps-onderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	469,0	+ 10,0	479,0	—
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentoeelagen aan gesubsidieerde officiële instellingen	1 904,2	- 476,1	1 428,1	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959) ..	239,1	—	239,1	6,8
43.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële instellingen	—	+ 454,8	454,8	—
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentoeelagen aan gesubsidieerde vrije instellingen ..	2 921,9	- 730,5	2 191,4	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	406,8	—	406,8	23,0
44.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde vrije instellingen	—	+ 817,2	817,2	—
	Totaal voor hoofdstuk IV	5 941,0	+ 75,4	6 016,4	29,8
	Totaal voor sectie 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek	7 704,1	+ 97,2	7 801,3	31,0

**SECTIE 56. — Buitengewoon onderwijs
en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie**

**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)**

§ 1. — Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	764,4	- 186,7	577,7	0,2
-------	---	-------	---------	-------	-----

TITEL I. — Lopende uitgaven					
(In miljoenen frank)					
Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
11.06	Bezoldiging en betaling van maaltijdcheques voor het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldiging van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het overleden slachtoffer — alsook de verminderde bezoldigingen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	—	+ 181,7	181,7	0,3
	Totaal voor § 1	764,4	— 5,0	759,4	0,5
	§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten				
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	6,6	+ 0,7	7,3	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	0,7	— 0,7	—	—
	Totaal voor § 2	7,3	0	7,3	—
	Totaal voor hoofdstuk I	771,7	— 0,5	766,7	0,5
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid</i>					
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde officiële instellingen	953,4	— 238,4	715,0	—
43.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële instellingen	—	+ 247,8	247,8	—
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde vrije instellingen	726,8	— 181,7	545,1	—
44.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde vrije instellingen	—	+ 186,8	186,8	—
	Totaal voor hoofdstuk IV	1 680,2	+ 14,5	1 694,7	—
	Totaal voor sectie 56. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie	2 451,9	+ 9,5	2 461,4	0,5
SECTIE 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	49,6	+ 11,5	61,1	—
	Totaal voor § 1	49,6	+ 11,5	61,1	—
	§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten				
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	49,9	— 0,4	49,5	—
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Kabinet (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen) — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	—	+ 1,0	1,0	—
12.22	Vervoerkosten	530,4	— 26,5	503,9	—
	Totaal voor § 2	580,3	— 25,9	554,4	—
	Totaal voor hoofdstuk I	629,9	— 14,4	615,5	—

TITEL I. — Lopende uitgaven					
(In miljoenen frank)					
Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid</i>					
43.08	Bijdrage in de kosten voor het vervoer van gehandicapte kinderen van het officieel gesubsidieerd onderwijs of van gehandicapten die daarmee gelijkgesteld zijn	38,0	- 18,0	20,0	—
44.17	Bijdrage in de kosten voor het vervoer van gehandicapte kinderen van het vrij gesubsidieerd onderwijs of van gehandicapten die daarmee gelijkgesteld zijn	75,0	- 15,0	60,0	—
Totaal voor hoofdstuk IV		113,0	- 33,0	80,0	—
Totaal voor sectie 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer		742,9	- 47,4	695,5	—
SECTIE 64. — Organisatie van het Onderwijs (het beheer van de P.M.S.-centra inbegrepen)					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	698,2	- 149,6	548,6	0,7
11.06	Bezoldiging en betaling van maaltijdcheques voor het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldiging van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het overleden slachtoffer — alsook de verminderde bezoldigingen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	—	+ 126,3	126,3	0,2
Totaal voor § 1		698,2	- 23,3	674,9	0,9
Totaal voor hoofdstuk I		698,2	- 23,3	674,9	0,9
HOOFDSTUK III					
<i>Inkomensoverdrachten aan andere sectoren</i>					
33.03	Toelage aan de V.Z.W. « Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) » te Brussel	12,0	1,7	10,3	—
34.01	Belgische bijdrage aan de Conferentie van de Ministers van Onderwijs van de Franssprekende Staten van Afrika en van Madagascar	1,0	0,5	0,5	—
Totaal voor hoofdstuk III		13,0	2,2	10,8	—
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid</i>					
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde officiële instellingen	419,5	- 104,9	314,6	—
43.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële instellingen	—	+ 119,9	119,9	—
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan gesubsidieerde vrije instellingen	601,1	- 150,3	450,8	—
44.24	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde vrije instellingen	—	+ 179,0	179,0	—
Totaal voor hoofdstuk IV		1 020,6	+ 43,7	1 064,3	—

TITEL I. — Lopende uitgaven (In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
01.07 (nieuw)	Allerhande personeels-, werkings-, uitrustings- e.a. uitgaven voor de prioritaire onderwijsgebieden. (Het op 31 december 1990 beschikbaar saldo zal naar het volgende jaar overgedragen worden en kan aangewend worden voor uitgaven voor 1990 of 1991)	—	+ 20,0	20,0	—
	Totaal voor hoofdstuk 01	—	+ 20,0	20,0	—
	Totaal voor sectie 64. — Organisatie van het Onderwijs (het beheer van de P.M.S.-centra inbegrepen)	1 731,8	+ 38,2	1 770,0	0,9
	Totaal voor titel I. — Lopende uitgaven	128 370,6	+ 800,7	129 171,3	299,3

TITEL II. — Kapitaaluitgaven (In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
DEEL II					
Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma					
SECTIE 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek					
01.01	Stijving van een fonds voor de onroerende goederen van de universiteiten. (Het op 31 december 1990 beschikbaar saldo zal naar 1991 overgedragen worden voor gelijkaardige uitgaven)	—	+ 200,0	200,0	—
01.01	Terugbetaling van bedragen gestort ingevolge artikel 3, laatste lid, van de wet van 24 juli 1969. (Het op 31 december 1990 beschikbaar saldo zal naar het volgende jaar overgedragen worden voor gelijkaardige uitgaven)	—	+ 26,0	26,0	—
	Totaal voor hoofdstuk 01	—	+ 226,0	226,0	—
	Totaal voor sectie 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek	—	+ 226,0	226,0	—
SECTIE 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer					
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)					
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land (pro memorie)	—	+ 2,1	2,1	—
	Totaal voor hoofdstuk VII	—	+ 2,1	2,1	—
	Totaal voor sectie 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer	—	+ 2,1	2,1	—
	Totaal voor deel II. — Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma	—	+ 228,1	228,1	—
	Totaal voor titel II. — Kapitaaluitgaven : Niet-gesplitste kredieten	—	+ 228,1	228,1	—
	Algemeen totaal voor de titels I en II. — Begroting van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek : Niet-gesplitste kredieten	128 370,6	+ 1 028,8	129 399,4	299,3

TABEL 2

Uitgaven voor onderwijs en vorming en culturele uitgaven voor onderwijs
gefinancierd bij toepassing van de artikelen 10, 37, 42 tot 46 en 61 van de bijzondere wet van 16 januari 1989
betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (personenbelasting en kijk- en luistergeld)

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)			
Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
SECTIE 81. — Algemene zaken					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
12.70	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek : lopende uitgaven voor dienstactiviteiten en voor studies en enquêtes op socio-cultureel, sport- en opleidingsgebied :				
	11. Franse Gemeenschap	—	—	—	0,6
	Totalen voor § 2	—	—	—	0,6
	Totalen voor hoofdstuk I	—	—	—	0,6
	Totaal voor sectie 81. — Algemene zaken :				
	11. Franse Gemeenschap	—	—	—	0,6
SECTIE 82. — Vorming					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten					
12.30	Uitgaven van alle aard in verband met vorming :				
	11. Franse Gemeenschap	20,0	—	20,0	0,1
	Totalen voor § 2	20,0	—	20,0	0,1
	Totalen voor hoofdstuk I	20,0	—	20,0	0,1
HOOFDSTUK III <i>Inkomensoverdrachten naar andere sectoren</i>					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
33.01	Toelage voor onderzoekswerk op het gebied van de vorming :				
	11. Franse Gemeenschap	3,0	—	3,0	0,7
33.33	Toelagen aan de non-profit sector inzake voortgezette opleiding :				
	11. Franse Gemeenschap	85,5	+ 4,5	90,0	—
33.41	Vergoedingen voor sociale promotie van de arbeiders : kredieturen :				
	21. Franse Gemeenschap	4,2	— 1,5	2,7	—
	Totaal voor hoofdstuk III	92,7	+ 3,0	95,7	0,7

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>					
Inkomensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
41.01	Toelagen aan « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour la formation professionnelle » :				
	11. Franse Gemeenschap	1 801,4	+ 141,0	1 742,4	—
41.02	Toelage aan het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de Minder-validen als bijdrage in de uitgaven voor opleiding, beroepsherscholing en sociale reclassering van de minder-validen :				
	21. Franse Gemeenschap	1,1	— 1,1	—	—
41.04	Aanvullende toelagen aan « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour la formation professionnelle » :				
	11. Franse Gemeenschap	161,9	— 91,0	70,9	—
41.06	Toelagen voor de werkingskosten van de subregionale tewerkstellingscomités :				
	11. Franse Gemeenschap	10,0	+ 11,1	21,1	—
	Totalen voor hoofdstuk IV ...	1 774,4	+ 60,0	1 834,4	—
	Totalen voor sectie 82. — Vorming :				
	11. Franse Gemeenschap ...	1 887,1	+ 63,0	1 950,1	0,8
	21. Franse Gemeenschap ...	5,3	— 2,6	2,7	—
SECTIE 83. — Kunstonderwijs en artistieke vorming					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een arbeidsongeval getroffen) :				
	11. Franse Gemeenschap	81,3	—	—	—
	12. Frans taalgebied	290,9	—	—	—
	13. Brussels Gewest	225,9	—	—	—
	Totalen voor § 1 ...	598,1	— 149,6	448,5	—
11.06	Bezoldiging en betaling van maaltijdcheques voor het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldiging van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het overleden slachtoffer — alsook de verminderde bezoldigingen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)				
	Totalen voor § 1 ...	—	+ 139,6	139,6	—
	Totalen voor § 1 ...	598,1	— 10,0	588,1	—
§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
12.02	Consumptieve bestedingen in verband met het betrekken van de lokalen — met uitzondering van de uitgaven voor energie en onderhoud. — Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen retributies, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven :				
	11. Franse Gemeenschap	1,0	+ 0,5	1,5	—
	Totalen voor § 2 ...	1,0	+ 0,5	1,5	—
	Totalen voor hoofdstuk I ...	599,1	— 9,5	589,6	—

TITEL I. -- Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
HOOFDSTUK III					
<i>Inkomensoverdrachten naar andere sectoren</i>					
<i>Inkomensoverdrachten aan gezinnen</i>					
33.04	Toelagen aan diverse verenigingen. -- Uitgaven van alle aard :				
	11. Franse Gemeenschap	10,0	+ 2,0	12,0	2,5
	Totalen voor hoofdstuk III	10,0	+ 2,0	12,0	2,5
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>					
<i>Inkomensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter</i>					
43.02	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde officiële muziekscholen van tweede categorie :				
	12. Frans taalgebied	102,2	--	--	--
	13. Brussels Gewest	8,7	--	--	--
	Totalen voor de artikelen 43	110,9	- 27,7	83,2	--
43.05	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor kunstonderwijs :				
	12. Frans taalgebied	1 074,9	--	--	--
	13. Brussels Gewest	491,5	--	--	--
	Totalen voor de artikelen 43	1 566,4	- 391,6	1 174,8	--
43.25	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan inrichtingen voor gesubsidieerd officieel kunstonderwijs	--	+ 472,7	472,7	--
43.26	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële muziekscholen 2e categorie	--	+ 22,4	22,4	--
	Totalen voor de artikelen 43	1 677,3	+ 75,8	1 753,1	--
<i>Inkomensoverdrachten naar het vrij onderwijs</i>					
44.02	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde vrije muziekscholen van tweede categorie :				
	12. Frans taalgebied	25,1	- 6,3	18,8	--
44.05	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor kunstonderwijs :				
	11. Franse Gemeenschap	68,1	--	--	--
	12. Frans taalgebied	313,7	--	--	--
	13. Brussels Gewest	118,9	--	--	--
	Totalen voor de artikelen 44	500,7	- 125,2	375,5	--
44.25	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan inrichtingen voor gesubsidieerd officieel kunstonderwijs	--	+ 102,2	102,2	--
44.26	Weddetoelagen en betaling van maaltijdcheques aan gesubsidieerde officiële muziekscholen 2e categorie	--	+ 3,3	3,3	--
	Totalen voor de artikelen 44	525,8	- 26,0	499,8	--
	Totalen voor hoofdstuk IV	2 203,1	+ 49,8	2 252,9	2,5
	Totalen voor sectie 83. -- Kunstonderwijs en artistieke vorming	2 812,2	+ 42,3	2 854,5	2,5
SECTIE 87. -- Universitair onderwijs					
HOOFDSTUK I. -- Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. -- Lonen en sociale lasten					
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap :				
	01. Kosten voor de controle op universitaire instellingen	--	--	--	--
	02. Examencommissies	--	+ 1,8	1,8	--
	Totalen voor § 1	--	+ 1,8	1,8	--

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :				
	01. Examencommissies	—	—	—	—
	02. Allerhande toelagen aan de leden van de examencommissies en begeleidingscomités, door de Franse Gemeenschap georganiseerd	0,5	+ 3,9	4,4	—
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook vervoerkosten betreffende de dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) :				
	01. Examencommissies	—	+ 1,5	1,5	—
	Totalen voor de artikelen 12.01 tot 12.05	0,5	+ 5,4	5,9	—
	Totalen voor § 2	0,5	+ 5,4	5,9	—
	Totalen voor hoofdstuk I	0,5	+ 7,2	7,7	—

HOOFDSTUK IV

Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector

Inkomensoverdrachten naar fondsen
en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

41.01	Toelage tot stijving van het NFWO (wet van 27 juli 1971)	445,4	—	445,4	24,2
41.02	Werkings­toelage « Conseil interuniversitaire de la Communauté française » ..	3,0	+ 0,6	3,6	—
41.04	Toelage aan het NFWO in verband met het plan voor de uitbreiding van het wetenschappelijk en technisch potentieel in België	127,4	+ 5,7	133,1	—
41.10	Toelagen aan het IWONL voor de toekenning van vormingsbeurzen	162,6	+ 2,2	164,8	13,8
	Totalen voor hoofdstuk IV	738,4	+ 8,5	746,9	38,0
	Totalen voor sectie 87. — Universitair onderwijs	738,9	+ 15,7	754,6	38,0

SECTIE 88. — Hoger onderwijs
met uitzondering van het universitair onderwijsHOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. — Lonen en sociale lasten

11.04	Allerhande toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap :				
	01. Examencommissies	—	+ 1,5	1,5	—
	02. Andere diensten	—	—	—	—
	Totalen voor § 1	—	+ 1,5	1,5	—

§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor de vorige dienstjaren) :				
	01. Examencommissies	—	+ 3,2	3,2	—
	02. Andere diensten	—	—	—	—
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook vervoerkosten betreffende de dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) :				
	01. Examencommissies	—	+ 1,5	1,5	—
	02. Andere diensten	—	—	—	—
	Totalen voor § 2	—	+ 4,7	4,7	—
	Totalen voor hoofdstuk I	—	+ 6,2	6,2	—
	Totalen voor sectie 88. — Hoger onderwijs met uitzondering van het universitair onderwijs	—	+ 6,2	6,2	—

TITEL I. — Lopende uitgaven					
(In miljoenen frank)					
Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
SECTIE 95. — Wetenschappelijk onderzoek Onderwijs en Vorming					
HOOFDSTUK III					
<i>Inkomensoverdrachten naar andere sectoren</i>					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
33.01	Toelage voor de financiering van congressen en colloquia in België, door franstalige instellingen georganiseerd	1,0	+ 0,4	1,4	—
33.04	Toelagen aan jonge vorsers en studenten :				
	01. Voor groepsreizen in het buitenland van studenten van het universitair onderwijs	1,5	+ 1,0	2,5	—
	02. Voor groepsreizen in het buitenland van studenten van het niet-universitair hoger onderwijs	—	—	—	—
	03. Voor wetenschappelijke zendingen van jonge vorsers in het buitenland ..	—	—	—	—
33.09	Toelagen voor de verspreiding van wetenschappelijke kennis	16,7	- 1,4	15,3	—
	Totalen voor hoofdstuk III	19,2	—	19,2	—
	Totalen voor sectie 95. — Wetenschappelijk Onderzoek Onderwijs en Vorming	19,2	—	19,2	—
SECTIE 96. — Afstandsonderwijs					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.04	Allerlei toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap	40,7	+ 4,3	45,0	—
	Totalen voor § 1	40,7	+ 4,3	45,0	—
	Totalen voor hoofdstuk I	40,7	+ 4,3	45,0	—
	Totalen voor sectie 96. — Afstandsonderwijs	40,7	+ 4,3	45,0	—
SECTIE 99. — Organisatie van het Onderwijs Onderwijs en Vorming					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiliteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulp personeel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulp personeel, in dienst door een arbeidsongeval getroffen	13,9	- 6,0	7,9	—
	Totalen voor § 1	13,9	- 6,0	7,9	—
§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor de vorige dienstjaren)	2,6	- 1,0	1,6	—
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaustkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven :				
	01. Film, radio, televisie	10,3	+ 1,0	11,3	—
	02. Andere diensten	—	—	—	—
	Totalen voor § 2	10,3	+ 1,0	11,3	—

TITEL I. -- Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
12.30	Kosten voor studie, onderzoek, pedagogische activiteiten en publikaties inzake onderwijs	9,2	+ 2,2	11,4	--
12.62	Schoolfilm, -radio, -televisie en -discoteek :	V: 21,5	V: + 2,0	23,5	--
	02. Uitgaven voor nieuwe programma's vanaf 1977	O: 21,5	O: + 2,0	23,5	--
12.64	Geïntegreerde werkperiodes, koppelscholen, toneel, clubs enz.	11,8	+ 2,0	13,8	--
	Totaal voor-§ 2.	33,9	+ 4,2	38,1	--
		V: 21,5	V: + 2,0	V: 23,5	--
		O: 21,5	O: + 2,0	O: 23,5	--
	Totaal voor hoofdstuk I	47,8	- 1,8	46,0	--
		V: 21,5	V: + 2,0	V: 23,5	--
		O: 21,5	O: + 2,0	O: 23,5	--
HOOFDSTUK III. -- Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
33.02	Toelagen voor onderzoek, studies, pedagogische activiteiten en publikaties inzake onderwijs	9,8	- 0,2	9,4	--
	Totalen voor hoofdstuk III	9,8	- 0,2	9,4	--
	Totalen voor sectie 99. -- Organisatie van het Onderwijs. -- Onderwijs en Vorming	57,4	- 2,0	55,4	--
		V: 21,5	V: + 2,0	V: 23,5	--
		O: 21,5	O: + 2,0	O: 23,5	--
	Totalen voor titel I. -- Lopende uitgaven	5 555,5	+ 128,5	5 685,0	41,9
		V: 21,5	V: + 2,0	V: 23,5	--
		O: 21,5	O: + 2,0	O: 23,5	--

TITEL II. -- Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
------	---------	-------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	------------------------

DEEL II. -- Kredieten die niet voor de uitvoering van het investeringsprogramma bestemd zijn

SECTIE 82. -- Vorming

HOOFDSTUK VI

Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector

Vermogensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

61.51	Toelagen aan « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi » voor investeringen in verband met de centra voor beroepsopleiding in de Franse Gemeenschap	239,0	- 50,0	189,0	--
	Totaal voor hoofdstuk VI	239,0	- 50,0	189,0	--
	Totaal voor sectie 82. -- Vorming	239,0	- 50,0	189,0	--

SECTIE 83. -- Kunstonderwijs en artistieke vorming

HOOFDSTUK VI

Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector

Vermogensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

61.01	Dotaties aan de zes inrichtingen voor kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer :				
	11. Franse Gemeenschap	25,2	- 1,0	24,2	--
	Totaal voor hoofdstuk VI	25,2	- 1,0	24,2	--
	Totaal voor sectie 83. -- Kunstonderwijs en artistieke vorming	25,2	- 1,0	24,2	--

TITEL II. — Kapitaaluitgaven		(In miljoenen frank)			
Art.	Teksten	Kredieten toegekend voor 1990	Aanpassing voor het lopend jaar	Kredieten voorgesteld voor 1990	Kredieten vorige jaren
SECTIE 99. — Organisatie van het Onderwijs Onderwijs en Vorming					
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land :				
	01. Film, radio, televisie, informatica	26,9	+ 2,0	28,9	—
	02. Andere diensten	—	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk VII	26,9	+ 2,0	28,9	—
	Totaal voor sectie 99. — Organisatie van het Onderwijs Onderwijs en Vorming	26,9	+ 2,0	28,9	—
	Totalen voor Deel II. — Kredieten die niet bestemd zijn voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma	291,1	- 49,0	242,1	—
	Totalen voor Titel II. — Kapitaaluitgaven	291,1	- 49,0	242,1	—
	Algemene totalen (Titel I + Titel II) voor tabel II :	5 846,8	+ 80,5	5 927,1	41,9
		V: 21,5	V: + 2,0	V: 23,5	—
		O: 21,5	O: + 2,0	O: 23,5	—

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 91 — 697

21. JANUAR 1991

Dekret zur Aufhebung und Reorganisation der Haushaltsfonds

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL 1. — Abändernde Bestimmungen

Artikel 1. Artikel 27 Abschnitt 1 des Dekretes vom 26. Juni 1986 über die Gewährung von Studienbeihilfen wird durch folgenden Text ersetzt :

« Der Fonds für Studienbeihilfen der Deutschsprachigen Gemeinschaft entspricht einem Haushaltsfonds gemäß Artikel 19 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Vervollständigung der Gesetze über die Rechnungslegung des Staates ».

Artikel 2. Artikel 1 Abschnitt 1 des Dekretes vom 9. Mai 1988 zur Schaffung eines Kinderhilfsfonds, zur Übernahme gewisser Personalmitglieder des Nationalen Kinderhilfswerks sowie zur Regelung der Beherbergung von Kindern unter sieben Jahren wird durch folgenden Text ersetzt :

« Der Fonds für Kind und Familie der Deutschsprachigen Gemeinschaft, hier unten « Fonds » genannt, entspricht einem Haushaltsfonds gemäß Artikel 19 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Vervollständigung der Gesetze über die Rechnungslegung des Staates ».

Artikel 3. Artikel 2 des gleichen Dekretes wird folgend ersetzt :

« Artikel 2. Der Fonds wird gespeist durch :

1. die Einnahmen, die sich aus der Erfüllung der Aufgaben des Fonds ergeben können;
2. die Übertragung der finanziellen Mittel aus dem Nationalen Kinderhilfswerk;
3. Zuwendungen aller Art von natürlichen oder juristischen Personen zur Verwirklichung der in Artikel 1 erwähnten Aufgaben ».

Artikel 4. Artikel 1 Abschnitt 1 des Dekretes vom 19. Februar 1990 zur Schaffung eines Baufonds für Krankenhäuser und sozio-medizinische Einrichtungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird wie folgt ersetzt :

« Der Baufonds für Krankenhäuser und sozio-medizinische Einrichtungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft entspricht einem Haushaltsfonds gemäß Artikel 19 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Vervollständigung der Gesetze über die Rechnungslegung des Staates ».